

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 11/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL**

2 avenue de la Fontanisse  
30660 Gallargues-le-Montueux

Références : 2024-07-  
Code AIOT : 0006605728

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2024 dans l'établissement COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL implanté Puech de Bole 30620 Uchaud. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre d'une opération de contrôle de plusieurs déchetteries sur la thématique du risque d'incendie avant la période estivale.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL
- Puech de Bole 30620 Uchaud

- Code AIOT : 0006605728
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté de Communes Rhony Vistre Vidourle (CCRVV) a été autorisée par déclaration du 9 mars 2004 (récépissé de déclaration n°042.046N) à exploiter la déchetterie située au 131, Route de Boissières, Lieu-dit «Puech de Bole», parcelle n°25/AL, sur la commune d'Uchaud (30620), au titre de la rubrique 2710-2, sur une superficie de 2360 m<sup>2</sup>. Suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par le décret n°2012-384 du 20 mars 2012, la CCRVV a obtenu le récépissé de déclaration d'antériorité n°14.147N du 7 octobre 2014, l'autorisant à exploiter la déchetterie de Vergèze sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1a (déchets dangereux) pour un tonnage maximal de 10 tonnes, et sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710-2 b (déchets non dangereux) pour un volume maximal de 244 m<sup>3</sup>.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.4.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Formations	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.5.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Consignes d'exploitation et de sécurité.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Localisation	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des risques	27/03/2012, article I > 4.1.	l'exploitant, Demande d'action corrective	
11	Obligation de débroussaillage des terrains	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 1.2.	Sans objet
10	Ventilation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater plusieurs points non conformes portant sur la thématique de la prévention du risque incendie, pouvant néanmoins être corrigés rapidement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.
<b>Constats :</b>  Une benne supplémentaire de 30 m <sup>3</sup> pour le mobilier a été ajoutée aux contenants déclarés et autorisés, ce qui porte le volume total de déchets non dangereux susceptibles d'être présents sur la déchetterie à 274 m <sup>3</sup> . Cette modification n'entraîne pas le dépassement du seuil de l'enregistrement au titre de cette rubrique, qui est de 300 m <sup>3</sup> . Toutefois, elle a fait l'objet d'une télédéclaration de modification en date du 11 juillet 2024. Ce constat constitue un fait devenu conforme aux dispositions de l'article 1.2. de l'annexe I de

l'arrêté ministériel du 27/03/2012 susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Vérification périodique des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le rapport de vérification faite le 13 octobre 2023 par le Bureau Véritas sur les installations électriques a relevé 3 observations :</p> <p>2 écarts au niveau du tableau électrique installé dans le bureau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Remplacer le dispositif différentiel défectueux afin d'assurer la protection des personnes contre les risques d'électrocution,</li> <li>- Compléter l'identification des départs ou installer un schéma d'installation.</li> </ul> <p>1 écart au niveau d'un point lumineux à l'extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer ou réaliser la continuité de la liaison au conducteur de protection.</li> </ul> <p>L'exploitant a déclaré que les 2 écarts observés au niveau du tableau électrique ont été corrigés en mai 2024 mais que l'écart observé à l'extérieur sur le point lumineux n'a pas été corrigé. De plus, les écarts n'ont pas été levés par une nouvelle vérification d'un organisme agréé.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 3.4. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 susvisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li> </ul>

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### Constats :

Il a été constaté:

- la présence de 4 extincteurs sur le site: 2 dans le bureau, 1 dans le local technique et 1 dans le local DDS; le rapport de vérification établi par la société spécialisée SERMI indique qu'ils ont été vérifiés en date du 04/06/2024;
- la présence d'une réserve d'eau d'extinction dans une citerne à l'intérieur du site proche de l'entrée;

mais également les faits suivants:

- absence de téléphone fixe ou de portable professionnel pour alerter les services d'incendie et de secours (le gardien ne dispose que de son portable personnel);
- absence de plan des locaux;
- l'exploitant ne connaît pas la capacité de la citerne et n'a pas vérifié le volume qui y est actuellement contenu;
- pas d'extincteur présent sur les aires extérieures.

Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 4.2. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention risques d'incendie

#### Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations

classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

**Constats :**

Il a été fait les constats suivants :

- le rapport de vérification des extincteurs établi par la société SERMI en date du 05 juin 2024 fait mention de la présence sur la déchetterie de 4 extincteurs (bureau, TGBT, dépôt, local DMS) et atteste de leur bon état;
- le registre de sécurité présenté mentionne la réalisation des vérifications périodiques des extincteurs;

Toutefois:

- sur le registre, l'inventaire des extincteurs présents n'est pas rempli;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier:

- les volumes d'eau stockés dans la citerne présente dans le périmètre du site;
- si cette réserve d'eau est suffisante pour couvrir les besoins en eau d'extinction du site,
- si la prise de raccordement de la citerne est conforme ;

De plus, l'abondante végétation entourant cette citerne (hautes herbes, arbustes) la rend difficilement repérable et accessible par les services d'incendie et de secours.

Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 68 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Documents de l'installation.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention risques d'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- les plans, en particulier, pour les installations concernées :

- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;
- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;

Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

L'exploitant ne possède pas de plan d'implantation des installations localisant les zones à risque ni de plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention.

Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Formations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté, concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;</li> <li>- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;</li> </ul> <p>La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>Le programme personnalisé de chaque agent et le cas échéant leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le rapport "installations classées" prévu au point 1.4.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une attestation de formation du gardien de la déchetterie, M. Philippe ROUX, à la manipulation des extincteurs en date du 24 septembre 2018 a été présentée à l'inspection.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le gardien a été formé à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 3.5. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 susvisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Consignes d'exploitation et de sécurité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à</li> </ul>



<p>prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que n'étaient pas affichées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes d'exploitation précisant les conditions de conservation et de stockage des produits incompatibles;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sur la porte du local des DDS et au niveau des bennes de déchets combustibles;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Accessibilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I &gt; 2.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Plusieurs brèches dans la clôture ont été constatées. L'exploitant a fait part de la difficulté à maintenir l'intégrité de la clôture en raison des effractions récurrentes.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2.3. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 susvisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 9 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé.
<b>Constats :</b>  Les parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (notamment les locaux des D3E et des DDS et les bennes de déchets combustibles) ne présentent pas de signalisation de la nature du risque les concernant.  Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 4.1. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Ventilation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
<b>Constats :</b>  Le local de stockage des déchets dangereux est équipé de grilles de ventilation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Obligation de débroussaillage des terrains

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article L.511-1: Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou

morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

**Article L.512-8:**

Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.

**Constats :**

Une végétation dense de type garrigue entoure le site jusqu'à sa clôture sur ses limites Nord et Est, derrière des stockages de déchets et produits inflammables. En particulier, le local DDS est en contact avec des branches et des hautes herbes, qui présentent une continuité avec la garrigue propice à la propagation d'un incendie en cette période estivale.

De hautes herbes sèches sont également présentes à plusieurs endroits à l'intérieur du site et à ses abords, et rendent difficile l'accès à la citerne et à la vanne de l'exutoire du bassin de rétention des eaux d'extinction, qu'elles dissimulent.

Les obligations légales de débroussaillage (OLD) ne sont pas respectées, ce qui constitue un fait non conforme avec les dispositions de l'article L.512-8 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours